

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS

de la Communauté d'agglomération du Libournais

ARRETE N° 2025 - 301

PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE DU PROJET DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°11 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE COUTRAS

Le Président de la communauté d'agglomération du Libournais ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 151-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu la délibération n°01/2013 du Conseil municipal de la commune de Coutras en date du 30 janvier 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Coutras ;

Vu la délibération n°01/2014 du Conseil municipal de la commune de Coutras en date du 20 février 2014 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Coutras ;

Vu la délibération n°21/2016 du Conseil municipal de la commune de Coutras en date du 10 mars 2016 approuvant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Coutras ;

Vu la délibération n°47/2016 du Conseil municipal de la commune de Coutras en date du 9 juin 2016 approuvant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Coutras ;

Vu la délibération n° 2019-12-241 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Libournais en date du 16 décembre 2019 approuvant la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme de Coutras ;

Vu la délibération n° 2023-02-006 du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Libournais en date du 3 février 2023 approuvant la modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme de Coutras ;

Vu la délibération en date 28 septembre 2023 de la commune de Coutras sollicitant La Cali afin d'engager une procédure de modification de droit commun ;

Vu la délibération n° 2023-11-272 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Libournais en date du 15 novembre 2023 prescrivant la modification n°11 du Plan Local d'Urbanisme de Coutras ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Libournais en date du 12 février 2025 précisant les objectifs motivés de la modification de droit commun n°11 du plan local d'urbanisme de Coutras ;

Vu la décision n° E25000049/33 en date du 31 mars 2025 du président du tribunal administratif de Bordeaux désignant Mme. GUYOT-PHUNG, Chargée de recherches en sciences de gestion, en qualité de commissaire enquêtrice titulaire chargée de conduire l'enquête publique relative au projet de modification de droit commun n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Coutras ;

Vu les avis des personnes publiques associées ou consultées ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale n°MRAe 2025ACNA45 (dossier KPPAC-2025-17449) du 16 avril 2025 ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification de droit commun n°11 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Coutras pour une durée de 33 jours consécutifs, à compter du 26 mai 2025 à 9h00 jusqu'au 27 juin 2025 à 12h30,

Le projet de modification de droit commun a pour objectif :

- La modification d'une partie des zonages classifiés « 2AU », « 1AUe » et « UE », sur un périmètre d'action d'environ 7Ha 5 situés au secteur Champ de Bataille, en zone à urbaniser sous conditions « 1AU » avec une orientation d'aménagement et de programmation (OAP),

ARTICLE 2 :

Au terme de cette enquête publique, le conseil communautaire approuvera la modification de droit commun du PLU, éventuellement modifiée suite aux avis des personnes publiques associées, au rapport et avis de la commissaire enquêtrice et aux décisions de la commission urbanisme.

ARTICLE 3 :

Afin de conduire l'enquête publique, le président du tribunal administratif de Bordeaux a désigné Mme GUYOT-PHUNG, Chargée de recherches en sciences de gestion, en qualité de commissaire-enquêtrice.

ARTICLE 4 :

Le dossier complet du projet de modification de droit commun du PLU et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé préalablement à l'ouverture de l'enquête publique par Mme GUYOT-PHUNG Carola, commissaire-enquêtrice, seront déposés au siège de la communauté d'Agglomération et en mairie de Coutras et mis à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture, à savoir le :

A La Cali (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)

♣ Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

Au service urbanisme de la ville de Coutras : 71 bis Eygreteau 33230 Coutras

♣ Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 sauf le jeudi après-midi

Des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site internet de la communauté d'agglomération à l'adresse suivante : www.lacali.fr.

Chacun pourra ainsi prendre connaissance du dossier de modification de droit commun et consigner ses observations, soit :

- ♣ sur le registre d'enquête ;
- ♣ les adresser par écrit à Madame la commissaire-enquêtrice au siège de la Communauté d'agglomération (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne) ;
- ♣ les adresser par courrier électronique à l'adresse e-mail suivante : enquetepublique@lacali.fr, avec la mention en objet :

Pour la modification de droit commun « courrier à l'attention de la commissaire enquêtrice pour le projet de modification de droit commun du PLU de Coutras »,

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne pourra :

- demander des informations ;
 - obtenir, sur sa demande et à ses frais, communication du dossier d'enquête publique ;
- auprès du Responsable du service urbanisme de La Cali.

ARTICLE 5 :

La commissaire-enquêtrice recevra le public dans les locaux du service urbanisme de la ville de Coutras : 71 bis Eygreteau 33230 Coutras aux jours et heures suivants :

- ✓ mercredi 28 mai 2025 de 9h00 à 12h30
- ✓ vendredi 6 juin 2025 de 9h00 à 12h30
- ✓ lundi 16 juin 2025 de 13h30 à 17h00

✓ vendredi 27 juin 2025 de 9h00 à 12h30.

ARTICLE 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre déposé au siège de la communauté d'Agglomération et en mairie sera mis à disposition de la commissaire-enquêtrice et clos par lui.

La commissaire-enquêtrice dressera dans les 8 jours après clôture de l'enquête, un procès verbal de synthèse des observations et le remettra au président de la communauté d'agglomération, responsable du projet.

Le président de la communauté d'agglomération disposera de 15 jours à la date de la remise de ce procès-verbal pour produire les observations éventuelles de la commune en réponse.

La commissaire-enquêtrice disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la fin de l'enquête, soit au plus tard le 27 juillet 2025, pour transmettre au Président de la communauté d'agglomération le dossier d'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions et avis motivés. Un délai pourra être accordé à la commissaire-enquêtrice, sur sa demande motivée. Elle transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

ARTICLE 7 :

A partir de la remise du rapport et des conclusions, le public pourra consulter le rapport et les conclusions de la commissaire-enquêtrice au service urbanisme de la communauté d'Agglomération et au service urbanisme de la Ville de Coutras durant les heures d'ouverture, à savoir le :

A la Cali (42 rue Jules Ferry 33500 Libourne)

▲ Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

Au service urbanisme de la ville de Coutras : 71 bis Eygreteau 33230 Coutras:

▲ Du Lundi au Vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 sauf le jeudi après-midi

Ces documents seront consultables pendant un an à partir de la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la Communauté d'agglomération du Libournais et en mairie et sur tous les emplacements prévus habituellement sur le territoire pour l'information du public et à proximité des lieux concernés par le projet de modification de droit commun du PLU, 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci. Il respectera l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R 123-11 du code de l'environnement, à savoir :

« les affiches mentionnées au III de l'article R 123-11 mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. »

Ces formalités de publicité seront justifiées par un certificat du président de la Communauté d'agglomération du Libournais et du maire.

Cet avis au public sera également consultable, le cas échéant, sur le site internet de la Communauté d'agglomération : www.lacali.fr.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

ARTICLE 9 :

Une copie du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice sera adressée au service d'urbanisme de la préfecture du département de la Gironde où le public pourra les consulter, ainsi qu'au siège de la Communauté d'agglomération du Libournais et en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le Président de la Communauté d'agglomération du Libournais publie le rapport et les conclusions de la commissaire-enquêtrice sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

ARTICLE 10 :

Madame GUYOT-PHUNG, commissaire-enquêtrice, et le Président de La Cali, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :

- ✧ Monsieur le sous-préfet de Libourne ;
- ✧ Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux ;
- ✧ Madame la commissaire enquêtrice.

A Libourne, le 7 mai 2025



Monsieur Philippe BUISSON
Président de La Cali

Destinataires:

- ✧ Monsieur le sous-préfet de Libourne ;
- ✧ Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux ;
- ✧ Madame la commissaire enquêtrice.